



Contribution de Jean-Marc de LA SABLIERE, 3^e section - ASOM

Séance de Présentation du Rapport du Groupe de travail sur la relation entre l'Afrique et la France

Jeudi 20 novembre 2025

Madame la Présidente, Monsieur le Secrétaire perpétuel, Monsieur le Sénateur, chers amis intervenants, chères consœurs, chers confrères, Mesdames Messieurs,

Je souhaite en commençant cette présentation évoquer la mémoire de notre confrère Roland Pourtier, éminent géographe, disparu brutalement lors de notre déplacement récent à Bruxelles. Membre actif de notre groupe de travail, il nous avait éclairés de sa profonde connaissance de la démographie. Sa disparition laisse un grand vide.

Introduction

Cette séance de présentation du « Rapport sur la relation entre l'Afrique et la France » marque la fin d'une belle aventure, assez inédite : belle parce que le groupe a porté le projet pendant un an, y croyant de plus en plus ; inédite parce qu'elle a engagé l'Académie dans des travaux en profondeur, collectifs, sur une question d'actualité débattue dans différentes enceintes, en vue de faire également des propositions.

Certains, surtout à l'extérieur de « notre maison », se sont posé la question : pourquoi après d'excellents travaux parlementaires, de Centres de réflexions, d'articles divers de journalistes africains et français, l'idée a-t-elle germé au sein de l'ASOM, d'apporter également une contribution à la réflexion sur la refondation de la relation entre l'Afrique subsaharienne et la France ? La réponse est simple : au-delà de l'intérêt de ses membres pour la relation franco-africaine, toujours au cœur de l'Institution, l'ASOM, avons-nous pensé, avait des atouts particuliers justifiant qu'elle fasse entendre sa voix : une capacité d'analyse scientifique couvrant tous les volets du problème, une variété peut être inégalée d'expériences vécues, un dialogue constant et particulièrement confiant entre académiciens africains et français, nécessaire à la compréhension des problèmes.

Le travail effectué a donc été assez long, approfondi. Partant de l'échec de l'opération Barkhane et de ses effets, tous les thèmes concernant la relation entre l'Afrique subsaharienne et la France y compris l'analyse des « concurrents » ont été passés en revue avec l'aide d'invités : consœurs

et confrères, membres du Parlement, responsables civils et militaires, universitaires, journalistes, toujours avec une participation africaine. Après une dizaine de séances, des contacts nombreux *en off*, et un séminaire qui a permis d'enrichir un projet de rapport, celui-ci finalisé, a été endossé par les instances dirigeantes de l'Académie. Nous nous en sommes réjouis. J'insiste sur deux points : c'est un travail collectif ; c'est une synthèse. Chacun d'entre nous, seul, aurait sans doute fait un travail un peu différent ou du moins plus axé sur sa sphère de compétence privilégiée. Le Président Chirac dont j'ai été le conseiller diplomatique disait parfois lorsque nous travaillions les discours mais aussi en d'autres occasions : il y a plus d'idées dans plusieurs têtes que dans une seule. J'ajouterai en l'occurrence plus de justesse aussi, en espérant que ce rapport le reflète et qu'il puisse trouver une utilité.

Je ne décrirai pas en détail le contenu du rapport qui est sur le site et qui a été diffusé par l'Académie à tous les invités. Il a une cinquantaine de pages dont des annexes comportant une bibliographie, la liste des participants aux travaux, membres du groupe (une vingtaine) mais aussi invités à nos réunions que je remercie vivement. Ils nous ont aidé à enrichir notre analyse, à mettre à jour nos connaissances et même parfois à corriger notre grille de lecture - je parle en tout cas pour moi - et enfin à favoriser, tout compte fait, notre recherche d'un consensus. Je souhaiterais cependant mettre en lumière en 10-15 minutes environ ce qui est essentiel à mes yeux dans le rapport ; mon exposé général sera précisé, complété, enrichi par mes six confrères membres du groupe de travail qui ont accepté de participer à cette présentation. Chacun interviendra un peu moins de 10 minutes sur des points qu'il nous a semblé utile de mettre en valeur : économie ; entreprise ; défense et sécurité ; valeurs et respect dans le dialogue auquel nous avons consacré grâce à notre confrère Robert Dossou une séance très tôt dans nos travaux ; culture, recherche et formation des élites, et enfin actions menées par des acteurs clés de la société civile.

Le RAPPORT-Points essentiels

1 - Le rapport commence par des **constats** sur la situation préoccupante en Afrique : la croissance stagne, l'endettement est de retour à un niveau préoccupant, l'instabilité politique devrait se poursuivre mais sur le long terme l'espoir est toujours là. Il analyse ensuite les difficultés de la France pour conclure que la crise résultant de l'échec de Barkhane et ses effets par contagion, autrement dit la fermeture des bases militaires terrestres en dehors de Djibouti, a été une **crise sérieuse**, profonde ; elle a mis en lumière des évolutions du continent sous estimées, notamment l'affirmation du souverainisme exprimée avec vigueur et radicalité par la jeune génération, ce qui est important car la jeunesse est sans doute la principale caractéristique du continent aujourd'hui. Cela dit, il nous a semblé que des nuances devaient être apportées à la présentation médiatique, parfois dramatisée, de la crise. **Il y a eu incontestablement un effet loupe trompeur** : le Sahel, n'est pas toute l'Afrique francophone ; le besoin de France s'exprime, souvent même fortement, ailleurs sur tout le continent sur le plan politique et/ou économique ; et s'il y a des concurrents, ce qui est naturel, il faut en pensant au long terme ne pas exagérer les succès de certains d'entre eux : Russie et même la Chine dont la prédation commence à inquiéter des responsables Africains ; enfin si la fermeture des bases a affecté un temps assez durement notre image, elle ne met pas en cause les alliances et notre coopération militaire reste souhaitée.

2 - Dans le contexte international nouveau, très vite notre groupe a été conduit à s'interroger sur la justification d'une politique très affirmée à l'égard de l'Afrique, d'une relation « particulière » si nos partenaires le souhaitent également. Autrement dit : **est-ce que l'Afrique, compte tenu de l'évolution du monde, des enjeux et des intérêts de la France étaient toujours aussi importante pour notre pays mais aussi pour l'Europe ?** Nous sommes arrivés à la conclusion que cette relation restait très importante à plusieurs titres : pour des raisons de sécurité au sens large, y compris la lutte contre les trafics dont beaucoup passent par l'Afrique ; pour favoriser le développement économique du continent qui est bien sûr d'abord l'objectif essentiel des Africains mais qui est également notre intérêt comme celui de l'Europe y compris en vue de gérer correctement le flux migratoire ; pour assurer par ailleurs l'indépendance européenne sur la question des matières essentielles, notamment les terres rares ; et enfin parce que l'expérience a montré qu'une relation entre l'Afrique et la France très proche permet d'accroître nos influences respectives dans les institutions multilatérales. Au-delà de ce cas, il nous a semblé également - c'est au moins un espoir raisonné - que dans différents domaines, les États africains tout en diversifiant leurs partenaires, ce qui est légitime pour tout État dans le monde, auraient un véritable intérêt à cultiver dans l'avenir une coopération forte avec la France et l'Europe, partenaires qu'ils connaissent bien.

3 - En examinant l'état de la relation, le groupe a analysé les insuffisances de la politique française dans la période récente. Ce qui est en cause, ce ne sont pas les transformations souhaitées et notamment le discours de Ouagadougou ; plusieurs de ces transformations des années après ont du sens, notamment l'intérêt de liens plus étroits entre sociétés civiles ; ce qui est en cause, en étant à l'écoute de nos partenaires, c'est l'exécution, le décalage, les contradictions entre les déclarations et les faits, la méthode. Par ailleurs, comme toujours, transformer peut-être utile et même nécessaire mais pas au point d'ignorer ce qu'il faut garder. La France n'est pas en cause, avons-nous entendu, mais sa politique l'était. Le dialogue doit être plus équilibré, les intérêts plus partagés. Respect, dignité sont souvent revenus dans la discussion avec les invités africains.

J'en viens maintenant aux recommandations. En les abordant, nous avons fait des choix :

D'abord rappeler huit **postulats** que nous savions partagés au sein de l'Académie. Sans les citer tous, je me bornerai à rappeler les plus importants à mes yeux : la politique de la France en Afrique est diverse parce que l'Afrique est diverse et parce que nos intérêts le sont - c'est simple ; ensuite, il ne peut y avoir de politique africaine de la France ambitieuse en niant ou minimisant l'importance de la relation avec les pays francophones, l'Histoire, l'amitié ; en outre, le partenariat doit être réel ; il sous-entend qu'il y a des intérêts partagés, ce qui a pu être oublié ; enfin, il exige un effort continu : faire des annonces financières mirobolantes pour revenir ensuite dessus est non seulement inefficace mais politiquement dommageable.

- Notre deuxième choix a été l'efficacité, le réalisme, l'utilité par opposition à l'effet de manche : il n'est pas nécessaire de renverser la table mais il faut procéder à des adaptations, des réformes, y compris sur la méthode. Le plus urgent - cela a été dit avant nous dans d'autres rapports - est de mettre fin aux irritants c'est-à-dire aux problèmes des visas et du Franc CFA qui font l'objet de propositions dans le rapport et d'avoir un langage clair.

Cinq grands objectifs ont par ailleurs été identifiés parmi les nombreuses propositions faites :

- a. Premièrement, la France a de nombreux atouts, davantage que les autres puissances. Il faut donc veiller à les consolider et même à les renforcer. Parmi ces atouts, nous vous parlerons aujourd'hui de l'entreprise, de la coopération militaire, de l'ensemble culture-recherche-formation des élites, ainsi que de la société civile, notamment les ONG.
- b. Deuxièmement, nous devrions davantage nous appuyer sur la francophonie en ayant à l'esprit que son avenir dépend de l'Afrique et notamment des évolutions en RDC. Cela rejoint d'autres travaux en cours de l'ASOM.
- c. Troisièmement, il faut continuer à accompagner les efforts de l'Afrique afin qu'elle accroisse sa résilience économique et financière et puisse faire face à ses défis. Les Africains souhaitent et ont besoin de moins dépendre de l'extérieur. Ils y travaillent. Les soutenir est nécessaire. C'est un point essentiel qui sera développé aujourd'hui, comme le suivant, l'Europe.
- d. Quatrièmement, donc mieux associer l'Europe. C'est là que sont les moyens financiers. Nous avons des intérêts communs entre Européens ; cette analyse n'est cependant pas toujours suffisamment partagée en ce qui concerne l'Afrique. Il faut convaincre nos partenaires que la menace qui vient de l'Est et la nécessité de réarmer ne doivent pas faire oublier que l'Afrique est notre « flanc sud ».

Parmi les grands sujets d'intérêt mutuel parfois perçus en Afrique comme étant une exigence européenne, ce qui est en soi un problème, il y a bien sûr la question de la transition écologique et énergétique mais aussi l'affaire de l'immigration à laquelle il me semble - c'est un avis personnel - que l'Académie, malgré la difficulté du sujet, devrait consacrer de nouvelles séances en s'appuyant sur les travaux de notre regretté confrère Roland Pourtier. Il faut des actions préventives pour que les flux soient mieux régulés. Il faut des accords qui soient gagnants - gagnants pour les Européens et les Africains dans la continuité de la Déclaration commune de La Valette (2015). Le proclamer est bien, le faire est nécessaire, obtenir des résultats est une exigence fondamentale.

- e. Enfin, tout le monde en Afrique comme en France évoque la Jeunesse, son attachement en Afrique aux idées décoloniales, sa contribution au vent souverainiste. N'est-il pas logique en pensant à l'avenir que les jeunes français et africains se connaissent mieux non seulement à travers la coopération sportive, magique, mais aussi des échanges organisés comme l'avait suggéré le Sénat dans un rapport de notre confrère Jacques Legendre ?

4 - Reste la question des structures et du **pilotage politique**

- Faut-il un pilotage, des structures *ad hoc* pour animer la relation entre l'Afrique subsaharienne et la France ? Cette question revient en fait à se demander si la France doit avoir une politique particulière concernant l'Afrique, dès lors bien sûr que nos partenaires partagent le souhait d'un tel partenariat. Actuellement, cette vision, quoiqu'on puisse entendre parfois, ne prévaut pas dans notre politique étrangère. Bien que le continent soit le bénéficiaire de soutiens significatifs au titre d'actions humanitaires, de développement, de sortie de conflits, de la transition énergétique et écologique, autant de sujets qui font l'objet de grandes conférences et sommets mondiaux, la simple addition de ces aides finançant des actions sur le continent africain, pour important que soit le résultat, ne constitue pas une politique. Où est la stratégie à l'égard de l'Afrique ? Quelle est la finalité politique ? Où est la volonté politique ? La recherche systématique et quotidienne d'une cohérence est-elle assurée ? Malgré la multiplicité des comités, les administrations fonctionnent trop en silo. Je l'ai à plusieurs reprises entendu dans mes entretiens avec des responsables de haut niveau.

-Partant de l'idée développée dans ce rapport que l'intérêt de la France est d'entretenir des relations particulières avec l'Afrique subsaharienne, le rapport rappelle brièvement, de manière intemporelle, les conditions nécessaires au niveau institutionnel à la conduite d'une telle ambition, notamment la nécessité d'un pilotage politique mené, sous l'autorité du chef de l'État, par une entité à l'Élysée, forte, ayant l'autorité suffisante pour définir, avec l'aide des services de l'État, **une stratégie globale couvrant tout le spectre de nos actions en Afrique** y compris culturelles, universitaires **et en assurer ensuite un suivi régulier, exigeant**. Le pilotage politique sur l'Afrique doit s'imposer aux Agences et notamment à l'AFD. Toute communication locale doit être assurée sous l'autorité de l'Ambassadeur afin de bien mettre en valeur l'action de la France.

- **La politique de la France en Afrique subsaharienne a besoin par ailleurs de visibilité et d'incarnation**. Le dialogue constant avec nos partenaires doit être mené, dans un cadre bien défini et cohérent, par le Ministre délégué sous la tutelle du MEAE, qui avait un moment disparu du paysage. Quelles que soient ses autres attributions, le Ministre délégué doit être perçu comme ayant principalement cette responsabilité, être très actif dans la gestion quotidienne du partenariat, prioritaire dans ses missions. En dehors des grandes occasions, il ou elle doit être la voix de la France sur le continent où il faut fréquemment se rendre.

Pour conclure, j'évoquerai le présent, postérieur à la fin de nos travaux. Cette semaine n'est pas une semaine comme les autres. Le Président de la République fait, au pas de course, un périple de plusieurs jours en Afrique, profitant du calendrier comportant une réunion du G20 et le 7^e sommet entre l'Union européenne et l'Union Africaine. Il se rendra ainsi à Maurice, Johannesburg, Libreville où la transition a été réussie et Luanda. L'objectif est « d'impulser des dynamiques et de valoriser le renouvellement de notre relation avec l'Afrique ». Attendons au moins la semaine prochaine pour apprécier, au-delà des discours et de la *com*, les résultats du périple et notamment des deux sommets.